

Le Président

Sommet des Chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe Reykjavik 16-17 mai 2023

Texte de l'intervention du Président de la Conférence des OING

Aujourd'hui, l'Ukraine nous enseigne chaque jour une leçon importante : Une société civile forte est la meilleure protection pour un État démocratique. C'est sa société civile dynamique qui constitue l'épine dorsale de la résistance de l'Ukraine contre l'agression russe. Cette leçon apprise, nous devons reconnaître la valeur d'une société civile forte et vitale dans tous nos États membres comme un contrepoids essentiel aux forces de fragmentation qui - dans le pire des cas - mènent à la guerre.

Grâce à la Conférence des OING¹ (COING), nous permettons au Conseil de l'Europe d'atteindre et d'impliquer toutes les composantes de la société civile dans tous les États membres. En tant qu'organe collectif, la COING offre une vue d'ensemble des priorités et des thèmes émanant des nombreuses voix de la société civile. La contribution de la COING au discours et aux actions concrètes du Conseil de l'Europe est riche, significative et axée sur des objectifs communs. En promouvant constamment les valeurs du Conseil de l'Europe et de ses organes, nous nous adressons aux citoyens européens. Nous sommes votre fenêtre sur la société civile et les citoyens en Europe et au-delà.

La COING doit être considéré comme un partenaire nécessaire pour permettre au Conseil de l'Europe d'atteindre ses objectifs, y compris une meilleure visibilité et un engagement avec les citoyens dans tous les États membres. La COING est essentiel pour remplir cette mission : il représente et peut modéliser la démocratie participative, il triangule les positions juridiques et nationales sur les droits de l'homme à travers le prisme des expériences de la base, et il peut s'assurer que le travail du Conseil de l'Europe se concentre sur les priorités de la société civile.

C'est pourquoi j'espère qu'à l'issue de cette réunion, les États membres s'engageront à renforcer le rôle de la Conférence des OING au sein du Conseil de l'Europe et qu'ils investiront davantage dans son développement et ses travaux. La Conférence des OING s'est associée à de nombreux acteurs de la société civile à travers l'Europe pour contribuer à renforcer le rôle du Conseil de l'Europe en réponse aux défis urgents auxquels nous sommes confrontés : l'agression russe, l'assaut des idéologies antidémocratiques et antilibérales sur nos sociétés fondées sur des valeurs, les conséquences de la crise pandémique, la crise environnementale et les menaces du changement climatique, la nécessité de s'éloigner des sources d'énergie

¹ La Conférence des ONG internationales rassemble plus de 300 OING dotées du statut participatif et représentant tous les domaines de compétence du Conseil de l'Europe. Suite aux décisions d'Helsinki en 2019, la Conférence des OING s'est engagée dans son propre processus de réforme, notamment en ouvrant ses portes aux organisations de la société civile qui ne bénéficient pas du statut participatif, telles que les groupes de réflexion, les ONG nationales, les organisations de base et les nouvelles formes d'organisations de la société civile. Celles-ci peuvent avoir des structures moins formelles que les ONG traditionnelles, tout en apportant de nouvelles approches pour impliquer la société civile. Nous coopérons également avec des ONG dans des pays avec lesquels le Conseil de l'Europe n'a pas (plus) de liens formels, en Europe, dans le voisinage méditerranéen et au niveau mondial.

fossiles, de lutter contre l'inflation, l'inégalité croissante, l'injustice sociale et l'agitation. Nous sommes prêts à jouer notre rôle avec encore plus d'énergie et d'engagement.

Dans le même esprit, nous attendons de tous les États membres un engagement renouvelé et actif en faveur des valeurs et de la mission du Conseil de l'Europe, ainsi qu'un financement plus proportionné qui permettra d'accomplir un travail urgent sur l'ensemble de notre continent. L'attention à cet égard a été négligée pendant trop longtemps. Le Conseil de l'Europe est le principal organe créé pour construire une société démocratique et pacifique fondée sur les droits de l'homme en Europe après la catastrophique Seconde Guerre mondiale. C'est l'institution qui a contribué au processus de transformation après l'effondrement de l'empire soviétique. Et aujourd'hui, c'est l'institution paneuropéenne fondée sur des valeurs qui porte la flamme de l'espoir dans un monde où la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit sont à nouveau remis en question.

Nous demandons instamment aux États membres d'améliorer le budget ordinaire du Conseil de l'Europe, afin que ses nombreux programmes fructueux puissent se poursuivre et se développer. Trop de programmes précieux ont dû être fermés dans le passé. La Cour des droits de l'homme doit disposer des ressources nécessaires pour accomplir son travail en temps voulu et la mise en œuvre et le suivi des arrêts de la Cour - ainsi que les nombreux outils normatifs du Conseil de l'Europe - doivent être financés. Augmenter une contribution qui est à peine visible dans les budgets nationaux des États membres ne devrait pas être si difficile - et pourtant cela prouverait que les États membres sont réellement engagés dans la promesse qu'ils ont faite ici à Reykjavik de défendre les principes du Conseil de l'Europe, de renforcer cette institution, et de la rendre apte à remplir sa mission dans un environnement aussi difficile.

Gerhard ERMISCHER